



« Féministes donc abolitionnistes »

Tribune Libre parue sur le site de la CLEF
Paris, le 24 mai 2020

La prostitution est le summum de la domination masculine

Tant qu'il y aura dans le monde des groupes, des sociétés composées d'hommes, et hélas de femmes, qui prétendent qu'on peut acheter un corps féminin pour en faire une marchandise, la question de l'égalité femme-hommes ne pourra pas être réglée. La prostitution est l'arme de destruction massive du corps des femmes, aux mains de la domination masculine et du patriarcat, incarnés par le système prostitutionnel. La prétendue liberté de la femme de vendre son corps ne tient pas compte des traumatismes et des conditions économiques qui conduisent des femmes, voire de très jeunes filles, à la prostitution. « *Dire que les femmes ont le droit de se vendre, c'est masquer que les hommes ont le droit de les acheter* », aimait à dire Françoise Héritier.

Position abolitionniste de la France

En parallèle avec l'évolution de la répression légale concernant les violences sexuelles exercées par les hommes sur les femmes, la volonté de libérer les Françaises et les Français de la prostitution s'est donc imposée. La France a renforcé sa position abolitionniste envers la prostitution en votant une loi – le 13 avril 2016 – qui renforce les moyens de lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle ; qui responsabilise les « clients » ; qui lutte contre le système prostitutionnel (proxénétisme) ; qui dépénalise les personnes prostituées en les accompagnant si elles souhaitent sortir de la prostitution ; qui prend en charge des mesures de prévention. Loin d'être parfaite, elle est une première étape à visée pédagogique et de changement culturel.

Mobilisation des soutiens de la prostitution

Mais dans la période actuelle, les antiabolitionnistes se déchaînent et nous assistons, dans les milieux féministes, à une attaque et à une mobilisation sans précédent, tant au niveau national qu'international, pour légaliser et réglementer la prostitution et pour la faire reconnaître comme un métier.

La synergie créée par ces attaques n'est pas un hasard : c'est le fruit d'un mouvement décentralisé et masqué, mais qui se développe au niveau mondial. L'industrie du sexe est très lucrative et est soutenue par des lobbies puissants ; la prostitution est une

industrie qui rapporte 3,2 milliards d'Euros en France, plus de 1,5 milliard en Grèce (soit environ 0,70 % du PIB du pays), plus de 2 milliards d'euros dans la Fédération de Russie, jusqu'à 18 milliards d'euros en Espagne. Sous prétexte de liberté, les antiabolitionnistes qui soutiennent le travail du sexe instillent leurs revendications dans les organisations internationales.

En France, l'année 2020 est celle du bilan de la loi de 2016 contre le système prostitutionnel et ses opposants cherchent d'autant plus à la discréditer.

Quelques exemples de ces récentes attaques :

En France,

- **Conseil constitutionnel :**

Le 13 novembre 2018, une question prioritaire de constitutionnalité est déposée contre la loi de 2016, par Médecins du monde, le Syndicat du travail sexuel, Aides, Fédération parapluie rouge, Les amis du bus des femmes, Cabiria, Griselidis, Paloma et Acceptess-t, etc. Mais la décision du Conseil du 1^{er} février 2019 déclare la loi conforme à la Constitution et déboute la demande d'invalidation de la pénalisation du client.

- **Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) :**

À la suite de cette décision du Conseil, le 19 décembre 2019, 250 personnes prostituées et 19 associations dont Act Up, Aides, Inter-LGBT, le Planning familial, le Syndicat du travail sexuel (Strass), le Sidaction et Médecins du Monde, « *attaquent l'État* » devant la CEDH pour obtenir l'abrogation de la loi du 13 avril 2016 pénalisant les clients de prostitué.es (saisine en cours).

- **Prix Roman des étudiants France Culture-Télérama décerné à Emma Baker pour son livre *La Maison*, en décembre 2019.** « *Un livre qui trouve sa source au cœur des Eros Centers berlinois et dans lequel l'esthétisme semble l'emporter sur la réalité de la prostitution... Cette vision idéalisée de la prostitution est scandaleuse lorsque l'on connaît la misère sociale et intellectuelle dans laquelle évolue la très grande majorité des personnes victimes du système prostitutionnel.* » ¹

- **Assistanat sexuel :**

Il est remis au premier plan de l'actualité avec la saisine du Comité consultatif national d'éthique par la secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des Personnes handicapées, Sophie Cluzel, le 8 février 2020. Elle demande une nouvelle réflexion pour autoriser les personnes handicapées à bénéficier de services sexuels, mettant l'accent sur le caractère humaniste et thérapeutique des relations sexuelles, mais sans se préoccuper des femmes dont le corps serait une nouvelle fois à disposition des prétendus « besoins » des hommes handicapés !

1 Communiqué du Réseau Féministe « Ruptures »

- **Les médias papier, numériques ou télévisuels présentent la prostitution de façon positive :**

Ils donnent la parole aux prostituées qui soutiennent le « travail du sexe » sans présenter d'avis contradictoires. Le dernier exemple en date est celui du journal du soir d'ARTE du 22 mai 2020 qui montre les difficultés des "travailleurs du sexe" dans le cadre du coronavirus et du confinement. Les abolitionnistes qui proposent d'accompagner les personnes prostituées à sortir de la prostitution (si elles le souhaitent) ne sont pas cités.

Au niveau international

- **Rapport européen sur la déclaration et le programme d'action de Pékin à Genève**, le 28 octobre 2019 : les « Sex Workers » sont reconnus dans les articles 16 et 17 du texte final pour la préparation européenne de Génération Égalité. La CLEF et d'autres associations françaises refusent de signer.
- **Prise en mains de la société civile française** (dans le cadre de la préparation de Génération Égalité) par des associations antiabolitionnistes dont le Planning familial. On note la présence du Strass (reconnue comme une association féministe !!!) dans la coalition-genre-G7 organisée par ces associations. La CLEF proteste auprès de Marlène Schiappa, Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations. La CLEF constate « ... *que les associations féministes françaises, abolitionnistes de la prostitution et universalistes dans la droite ligne des valeurs de l'État français, lui-même abolitionniste et universaliste, ne sont pas suffisamment représentées dans le choix des organisations sélectionnées pour participer aux différentes réunions de préparation de Génération Égalité.* »
- **Demandes d'ONU Sida :**
Ces demandes appelant à décriminaliser les tenanciers de bordels sont reprises par Amnesty international. On apprend ensuite que Alejandra Gil, co-présidente du groupe consultatif d'ONU Sida sur le VIH et le travail du sexe, a été condamnée pour proxénétisme et traitée à des fins sexuelles en mars 2015, à Mexico, à 15 ans de prison².

2 <http://www.prostitutionetsociete.fr/actualites/actualites-monde/article/onusida-aux-mains-des-maquereaux> : ONU sida, instance des Nations Unies chargée de mettre en œuvre les moyens d'inverser la propagation mondiale du VIH, a confié à Madame Gil la co-présidente de son groupe consultatif sur le VIH et le travail du sexe. Elle est d'ailleurs citée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) comme une spécialiste de la question. On imagine donc que la spécialiste n'a eu aucun mal à faire pencher la balance du côté qui pouvait favoriser son commerce.

- Last but not least : **projet de Recommandation générale issue du Comité CEDEF** de mai 2020, en cours de discussion, qui vient compléter l'article 6 de la Convention sur la traite des êtres humains, les femmes et les filles dans le contexte de la migration mondiale. Ce projet de RG énonce sur plusieurs articles comment reconnaître comme des « travailleuses » les migrantes exploitées sexuellement.

Nouvelle marchandisation du corps des femmes : la GPA

- La gestation pour autrui (GPA) est une autre forme de la marchandisation du corps des femmes, « très à la mode » pour les esprits prétendus « de progrès ». Imaginez : pouvoir acheter l'utérus d'une femme pour qu'il porte votre bébé, dont vous avez un tel besoin. Cette merveille cache le calvaire des femmes qui vendent ainsi leur ventre : ce sont bien sûr les plus pauvres et les plus précaires. Certains pays en ont fait leur spécialité : l'Inde et surtout l'Ukraine, cette « usine à bébés ». Il s'agit bien d'un marché : achat d'un ventre contre de l'argent, qui ne revient d'ailleurs que très peu à la mère porteuse après les prélèvements des intermédiaires.
- Là encore les médias nous montrent un monde idéal avec des parents et des mères porteuses « dévouées et heureuses de faire plaisir » !! Mais la réalité, ce sont des jeunes femmes enfermées, exploitées, risquant leur santé. Les parents potentiels peuvent refuser l'enfant s'il n'est pas en bonne santé ou handicapé, comme on l'a vu en Thaïlande. Avec la pandémie, en Ukraine, des centaines de bébés sont regroupés, ne pouvant être remis aux parents potentiels, confinés et interdits de voyager. Ces bébés sont « stockés » comme les voitures !

Appel aux féministes et aux abolitionnistes

Nous appelons toutes les associations abolitionnistes et toutes les militantes féministes dont nos amies de la CLEF, les survivantes, les témoins, les partis... à prendre conscience qu'un enjeu capital est en train de se jouer en France, mais surtout dans les organisations et les activités internationales et que seule une mobilisation unitaire et collective pourra éviter le « backlash » prévisible.

Claire Desaint

vice-présidente de Réussir l'Égalité Femmes-Hommes

et-présidente de Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir

Nicole Fouché

vice-présidente de Réussir l'Égalité Femmes-Hommes

et Responsable de la Commission Europe et internationale de la Coordination française pour le Lobby européen des femmes.

Réussir l'égalité



Femmes-Hommes